

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/41914]

25 AOUT 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 35, § 5, alinéa 2, et 53, § 6, du décret du 18 janvier 2018 portant Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 35, § 5, alinéa 2, remplacé par le décret du 23 juin 2022, et 53, § 6, inséré par le décret du 23 juin 2022 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2021 ;

Vu le « test genre » du 15 décembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de la commission de concertation intra francophone, tel que prévu par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française du 13 janvier 2022 ;

Vu l'avis n^o 23 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 15 mars 2022 ;

Vu l'avis n^o 71794/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 août 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse prévoit dans ses principes généraux, article 1^{er}, 7^o, la déjudiciarisation ;

Considérant que dans un souci de cohérence et afin que ce principe de déjudiciarisation soit pleinement opérationnel, un système de garde des conseillers, conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse, et des directeurs, directeurs adjoints de la protection de la jeunesse doit être mis sur pied ;

Considérant que ce système de garde s'inscrit également dans le cadre de la légalisation de la mesure prétorienne, par laquelle le ministère public peut prendre, dans des circonstances exceptionnelles, une mesure d'éloignement du milieu de vie de l'enfant dont l'intégrité physique ou psychique est directement et actuellement exposée à un péril grave, en vue de permettre au conseiller de l'aide à la jeunesse ou au directeur de la protection de la jeunesse de reprendre le suivi de la situation dès le premier jour ouvrable suivant ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o conseiller de garde : conseiller de l'aide à la jeunesse ou conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse qui assure le service de garde ;

2^o décret : décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

3^o directeur de garde : directeur de la protection de la jeunesse ou directeur adjoint de la protection de la jeunesse qui assure le service de garde ;

4^o période de garde : période au cours de laquelle la garde s'effectue par le service de garde ;

5^o SAJ : Service de l'aide à la Jeunesse ;

6^o SPJ : Service de la protection de la Jeunesse ;

7^o service de garde : l'obligation pour le conseiller, conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse, et le directeur, directeur adjoint de la protection de la jeunesse, d'être joignables et disponibles par téléphone le vendredi de 17h00 à 22h00, et les samedi et dimanche de 9h00 à 17h00, ainsi que les jours fériés, de 9h00 à 17h00 ;

8^o situation connue du conseiller de garde : la situation pour laquelle le conseiller de garde, lui-même titulaire du dossier, a établi un programme d'aide avec les intéressés conformément aux articles 21 et 23 du décret ;

9^o situation connue du directeur de garde : la situation pour laquelle le directeur de garde, lui-même titulaire du dossier, a mis en œuvre la mesure conformément aux articles 51 et 53 du décret ;

10^o situation non connue du conseiller de garde : la situation pour laquelle aucune demande n'a été adressée au conseiller, ou pour laquelle le conseiller de garde n'est pas lui-même titulaire du dossier, ou pour laquelle le conseiller de garde est lui-même titulaire du dossier, mais n'a pas encore établi de programme d'aide avec les intéressés conformément aux articles 21 et 23 du décret ;

11^o situation non connue du directeur de garde : la situation pour laquelle le directeur de garde n'est pas lui-même titulaire du dossier, ou pour laquelle le directeur de garde est lui-même titulaire du dossier mais n'a pas encore mis en œuvre la mesure conformément aux articles 51 et 53 du décret.

Art. 2. Pour chaque période de garde, un conseiller ou un conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse, et un directeur ou un directeur adjoint de la protection de la jeunesse sont de service de garde pour chaque zone de garde prévue à l'article 6.

Art. 3. Le ministère public contacte téléphoniquement le conseiller de garde lorsqu'il envisage de faire application des articles 37, 37/1, 52 ou 52/1 du décret durant les périodes couvertes par le service de garde.

Le conseiller de garde oriente le ministère public vers le directeur de garde si la demande vise une situation gérée par un directeur ou un directeur adjoint de la protection de la jeunesse.

Art. 4. Le conseiller et le directeur de garde ont l'obligation de disposer d'un accès à leurs courriers électroniques ainsi que d'être joignables et disponibles par téléphone durant le service de garde sans devoir se déplacer.

CHAPITRE 2. — *Le coordinateur de zone*

Art. 5. Un coordinateur de zone est désigné dans chaque zone de garde.

Art. 6. Les zones de garde sont :

1° la zone de Bruxelles qui couvre la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

2° la zone de Nivelles-Namur-Dinant qui couvre l'arrondissement judiciaire du Brabant wallon et les divisions de Dinant et Namur ;

3° la zone de Liège qui couvre les divisions de Huy, Liège et Verviers ;

4° la zone du Hainaut qui couvre les divisions de Charleroi, Mons et Tournai ;

5° la zone du Luxembourg qui couvre les divisions de Arlon, Marche-en-Famenne et Neufchâteau.

Art. 7. Le coordinateur de zone assure l'organisation des services de garde de sa zone. Pour ce faire, il établit le rôle hebdomadaire de la garde et le communique au ministère public et veille à uniformiser les pratiques de garde de sa zone.

CHAPITRE 3. — *La garde du conseiller ou du conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse*

Art. 8. § 1^{er}. En cas de situation connue par le conseiller de garde, l'échange téléphonique entre le ministère public et le conseiller de garde porte sur l'appréciation de la condition de péril grave et sur la nécessité de procéder à un éloignement du milieu de vie de l'enfant concerné.

§ 2. Le conseiller de garde sollicite auprès du ministère public la communication par courrier électronique des éléments utiles en sa possession.

§ 3. Si, à la suite de l'échange prévu au § 1^{er}, le ministère public fait usage de la mesure visée à l'article 37/1 du décret, le conseiller de garde informe le ministère public de la nécessité de saisir le tribunal de la jeunesse sur pied de l'article 37, § 1^{er}, du décret, au plus tard, le premier jour ouvrable suivant à 14 heures.

§ 4. Si, à la suite de l'échange prévu au § 1^{er}, le ministère public estime qu'il n'y a pas nécessité de recourir aux mesures visées aux articles 37 et 37/1 du décret, le conseiller de garde poursuit la gestion de la situation.

§ 5. Dans tous les cas, le conseiller de garde confirme le contenu de l'échange téléphonique au ministère public par courrier électronique.

Art. 9. § 1^{er}. En cas de situation non connue par le conseiller de garde, l'échange téléphonique entre le ministère public et le conseiller de garde est d'ordre général, en vue de permettre au ministère public d'appréhender et d'orienter le type de situation présenté.

§ 2. Le conseiller de garde sollicite auprès du ministère public la communication par courrier électronique des éléments utiles en sa possession.

§ 3. Si, à la suite de l'échange prévu au § 1^{er}, le ministère public fait usage de la mesure visée à l'article 37/1 du décret, le conseiller de garde transmet au conseiller titulaire, au plus tard à la fin de la période de garde, les informations relatives à la mesure prise pendant la garde. Le conseiller titulaire de la situation informe le ministère public de l'opportunité de saisir le tribunal de la jeunesse sur pied de l'article 37, § 1^{er}, du décret, au plus tard, le premier jour ouvrable suivant à 14 heures.

§ 4. Si, à la suite de l'échange prévu au § 1^{er}, le ministère public estime qu'il n'y a pas nécessité de recourir aux mesures visées aux articles 37, § 2, et 37/1 du décret, le conseiller de garde assure la gestion de la situation s'il est titulaire du dossier ou relaye, dès le premier jour ouvrable suivant, les informations au conseiller titulaire de la situation qui en poursuit la gestion.

Si aucun dossier n'est ouvert auprès d'un service de l'aide à la jeunesse, un examen de la situation pourra être assuré par le conseiller territorialement compétent à la suite d'une information du ministère public.

§ 5. Dans tous les cas, le conseiller de garde confirme le contenu de l'échange téléphonique au ministère public par courrier électronique.

CHAPITRE 4. — *La garde du directeur ou du directeur adjoint de l'aide à la jeunesse*

Art. 10. § 1^{er}. En cas de situation connue par le directeur de garde, l'échange téléphonique entre le ministère public et le directeur de garde porte sur l'appréciation de la condition de péril grave et sur la nécessité de procéder à un éloignement de l'enfant concerné.

§ 2. Le directeur de garde sollicite auprès du ministère public la communication par courrier électronique des éléments utiles en sa possession.

§ 3. Si, à la suite de l'échange prévu au § 1^{er}, le ministère public fait usage de la mesure visée à l'article 52/1 du décret, le directeur de garde informe le ministère public de l'opportunité de saisir le tribunal de la jeunesse sur pied de l'article 52 du décret, au plus tard, le premier jour ouvrable suivant à 14 heures.

§ 4. Si, à la suite de l'échange prévu au § 1^{er}, le ministère public estime qu'il n'y a pas nécessité de recourir aux mesures visées aux articles 52 et 52/1 du décret, le directeur de garde poursuit la gestion de la situation.

§ 5. Dans tous les cas, le directeur de garde confirme le contenu de l'échange téléphonique au ministère public par courrier électronique.

Art. 11. § 1^{er}. En cas de situation non connue par le directeur de garde, l'échange téléphonique entre le ministère public et le directeur de garde est d'ordre général, en vue de réfléchir au meilleur traitement à réserver au type de situation présenté.

§ 2. Le directeur de garde sollicite auprès du ministère public la communication par courrier électronique des éléments utiles en sa possession.

§ 3. Si, à la suite de l'échange prévu au § 1^{er}, le ministère public fait usage de la mesure visée à l'article 52/1 du décret, le directeur de garde transmet au directeur titulaire, au plus tard à la fin de la période de garde, les informations relatives à la mesure prise pendant la garde. Le directeur titulaire de la situation informe le ministère public de la nécessité de saisir le tribunal de la jeunesse sur pied de l'article 52 du décret, au plus tard, le premier jour ouvrable suivant à 14 heures.

§ 4. Si, à la suite de l'échange prévu au § 1^{er}, le ministère public estime qu'il n'y a pas nécessité de recourir aux mesures visées aux articles 52 et 52/1 du décret, le directeur de garde assure la gestion de la situation s'il est titulaire du dossier ou relaye, dès le premier jour ouvrable suivant, les informations au directeur titulaire de la situation qui en poursuit la gestion.

§ 5. Dans tous les cas, le directeur de garde confirme le contenu de l'échange téléphonique au ministère public par courrier électronique.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2022.

Art. 13. Le Ministre qui a la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 août 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/41914]

25 AUGUSTUS 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de artikelen 35, § 5, tweede lid, en 53, § 6, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 tot vaststelling van het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de artikelen 35, § 5, tweede lid, vervangen bij het decreet van 23 juni 2022, en 53, § 6, ingevoegd bij het decreet van 23 juni 2022;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 9 december 2021;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 16 december 2021 ;

Gelet op de "gendertest" van 15 december 2021, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de intra-Franse overlegcommissie, zoals bepaald in het kaderakkoord voor samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van 13 januari 2022;

Gelet op het advies nr. 23 van de Gemeenschappelijke raad voor hulpverlening aan de jeugd, uitgebracht op 15 maart 2022;

Gezien het advies nr. 71794/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 10 augustus 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het decreet van 18 januari 2018 tot vaststelling van het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming in zijn algemene beginselen, artikel 1, 7°, in de dejudicialisering voorziet;

Overwegende dat met het oog op de samenhang en om dit beginsel van dejudicialisering volledig operationeel te maken, een systeem van aanwezigheidsdienst van adviseurs, adjunct-adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd, en directeurs, adjunct-directeurs voor jeugdbescherming moet worden ingesteld;

Overwegende dat dit stelsel van aanwezigheidsdienst tevens in overeenstemming is met de legalisering van de praetoriaanse maatregel op grond waarvan het Openbaar Ministerie in uitzonderlijke omstandigheden een maatregel kan nemen tot verwijdering uit de leefomgeving van een kind wiens lichamelijke of geestelijke integriteit rechtstreeks en op dat ogenblik blootstaat aan ernstig gevaar, teneinde de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor jeugdbescherming in staat te stellen vanaf de eerstvolgende werkdag het toezicht op de toestand over te nemen ;

Op de voordracht van de minister van Hulpverlening aan de Jeugd ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder:

1° adviseur aanwezigheidsdienst: een adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of een adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd die voor de aanwezigheidsdienst zorgt;

2° decreet: decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

3° directeur van de aanwezigheidsdienst: directeur van de jeugdbescherming of adjunct-directeur van de jeugdbescherming die voor de aanwezigheidsdienst zorgt;

4° bewaringsperiode: periode gedurende dewelke de aanwezigheidsdienst voor een aanwezigheid zorgt;

5° SAJ : Dienst voor hulpverlening de jeugd;

6° SPJ: Dienst voor de bescherming van de jeugd;

7° aanwezigheidsdienst: de verplichting voor de adviseur, de adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur, de adjunct-directeur voor jeugdbescherming, om telefonisch bereikbaar en beschikbaar te zijn op vrijdag van 17 tot 22 uur en op zaterdag en zondag van 9 tot 17 uur, alsook op feestdagen van 9 tot 17 uur ;

8° toestand gekend door de adviseur van de aanwezigheidsdienst: de toestand waarvoor de adviseur van de aanwezigheidsdienst, die zelf titularis is van het dossier, met de betrokkenen een hulpverleningsprogramma heeft opgesteld overeenkomstig de artikelen 21 en 23 van het decreet;

9° toestand gekend door de directeur van de aanwezigheidsdienst: de toestand waarvoor de directeur van de aanwezigheidsdienst, die zelf titularis is van het dossier, de maatregel heeft uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 51 en 53 van het decreet;

10° toestand niet gekend door de adviseur van de aanwezigheidsdienst: de toestand waarvoor geen verzoek aan de adviseur is gericht, of waarvoor de adviseur van de aanwezigheidsdienst zelf niet titularis is van het dossier, of waarvoor de adviseur van de aanwezigheidsdienst zelf titularis is maar nog geen hulpverleningsprogramma met de betrokkenen heeft opgesteld overeenkomstig de artikelen 21 en 23 van het decreet;

11° toestand niet gekend door de directeur van de aanwezigheidsdienst: de toestand waarvoor de dienstverantwoordelijke zelf niet over het dossier beschikt, of waarvoor de dienstverantwoordelijke zelf wel over het dossier beschikt maar de maatregel nog niet heeft uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 51 en 53 van het decreet.

Art. 2. Voor elke bewaringsperiode zijn een adviseur of adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en een directeur of adjunct-directeur voor jeugdbescherming aanwezig voor elke in artikel 6 bedoelde aanwezigheidsdienstzone.

Art. 3. Het openbaar ministerie neemt telefonisch contact op met de adviseur van de aanwezigheidsdienst wanneer het voornemens is de artikelen 37, 37/1, 52 of 52/1 van het decreet toe te passen tijdens de periodes waarop de aanwezigheidsdienstplicht betrekking heeft.

De adviseur van de aanwezigheidsdienst verwijst de vervolging door naar de directeur van de aanwezigheidsdienst als het verzoek betrekking heeft op een toestand die wordt beheerd door een directeur of adjunct-directeur van jeugdbescherming.

Art. 4. De adviseur en de directeur van de aanwezigheidsdienst zijn verplicht tijdens de aanwezigheidsdienst toegang te hebben tot hun e-mail en telefonisch bereikbaar en beschikbaar te zijn zonder zich te moeten verplaatsen.

HOOFDSTUK 2 — *De zonecoördinator*

Art. 5. In elke zone bestreken door een aanwezigheidsdienst wordt een zonecoördinator aangewezen.

Art. 6. De zones bestreken door een aanwezigheidsdienst zijn:

1° de zone van Brussel, die het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad omvat;

2° de zone Nivelles-Namur-Dinant, die het gerechtelijk arrondissement Waals-Brabant en de afdelingen Dinant en Namen omvat;

3° de zone Luik die de afdelingen Hoi, Luik en Verviers omvat;

4° de zone Henegouwen die de afdelingen Charleroi, Bergen en Doornik omvat;

5° de zone Luxemburg die de afdelingen Aarlen, Marche-en-Famenne en Neufchâteau omvat.

Art. 7. De zonecoördinator is verantwoordelijk voor de organisatie van de aanwezigheidsdiensten in zijn zone. Daartoe stelt hij het wekelijkse dienstrooster op, deelt hij dit mee aan het parket en ziet hij toe op de eenvormigheid van de dienstpraktijken in zijn zone.

HOOFDSTUK 3. — *De aanwezigheidsdienst van de adviseur of adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd*

Art. 8. § 1. In het geval van een toestand die de adviseur van de aanwezigheidsdienst bekend is, betreft de telefoonwisseling tussen het openbaar ministerie en de adviseur van de aanwezigheidsdienst de beoordeling van de toestand van ernstig gevaar en de noodzaak om het betrokken kind uit zijn leefomgeving te verwijderen.

§ 2. De adviseur van de aanwezigheidsdienst verzoekt het openbaar ministerie om mededeling per elektronische post van de relevante elementen waarover hij beschikt.

§ 3. Indien het openbaar ministerie na de uitwisseling voorzien in § 1 gebruik maakt van de maatregel bedoeld in artikel 37/1 van het decreet, brengt de adviseur van de aanwezigheidsdienst het openbaar ministerie op de hoogte van de noodzaak om de zaak voor te leggen aan de jeugdrechtsbank op grond van artikel 37, § 1 van het decreet, ten laatste op de eerstvolgende werkdag om 14.00 uur.

§ 4. Indien het openbaar ministerie na de uitwisseling bedoeld in § 1 van oordeel is dat het niet nodig is een beroep te doen op de maatregelen bedoeld in de artikelen 37 en 37/1 van het decreet, zet de adviseur van de aanwezigheidsdienst het beheer van de toestand voort.

§ 5. In alle gevallen bevestigt de adviseur van de aanwezigheidsdienst de inhoud van de telefoonwisseling aan het openbaar ministerie per e-mail.

Art. 9. § 1. In geval van een toestand die de adviseur van de aanwezigheidsdienst niet kent, is de telefonische uitwisseling tussen het openbaar ministerie en de adviseur van de aanwezigheidsdienst van algemene aard, met de bedoeling het openbaar ministerie in staat te stellen de aard van de voorgelegde toestand te vatten en zich te oriënteren.

§ 2. De adviseur van de aanwezigheidsdienst verzoekt het openbaar ministerie om mededeling per elektronische post van de relevante elementen waarover het beschikt.

§ 3. Indien het openbaar ministerie naar aanleiding van de in § 1 bedoelde uitwisseling gebruik maakt van de maatregel bedoeld in artikel 37/1 van het decreet, zendt de adviseur van de aanwezigheidsdienst uiterlijk op het einde van de bewaringsperiode de gegevens met betrekking tot de tijdens de aanwezigheidsperiode genomen maatregel toe aan de adviseur die titularis is van het dossier. De adviseur van de aanwezigheidsdienst stelt het openbaar ministerie uiterlijk om 14.00 uur van de eerstvolgende werkdag in kennis van de noodzaak om de zaak op grond van artikel 37, eerste lid, van het decreet, aan de jeugdrechtbank voor te leggen.

§ 4. Indien het openbaar ministerie na de uitwisseling voorzien in § 1 van oordeel is dat het niet nodig is een beroep te doen op de maatregelen bedoeld in de artikelen 37, § 2 en 37/1 van het decreet, beheert de adviseur van de aanwezigheidsdienst de toestand indien hij houder is van het dossier, of geeft hij de informatie door aan de adviseur die titularis is van de toestand, die de toestand verder beheert, en dit op de eerstvolgende werkdag.

Indien er geen dossier is geopend bij een dienst voor hulpverlening aan de jeugd, kan een onderzoek van de toestand worden uitgevoerd door de territoriaal bevoegde advies op basis van een informatie van het openbaar ministerie.

§ 5. In alle gevallen bevestigt de adviseur van de aanwezigheidsdienst de inhoud van de telefoonwisseling aan het openbaar ministerie per e-mail.

HOOFDSTUK 4. — *De aanwezigheidsdienst van de directeur of adjunct-directeur voor hulpverlening aan de jeugd*

Art. 10. § 1. In geval van een toestand die de directeur van de aanwezigheidsdienst bekend is, heeft de telefoonwisseling tussen het openbaar ministerie en de directeur van de aanwezigheidsdienst betrekking op de beoordeeling van de toestand van ernstig gevaar en de noodzaak om het betrokken kind te verwijderen.

§ 2. De directeur van de aanwezigheidsdienst verzoekt het openbaar ministerie om mededeling per elektronische post van de relevante elementen waarover het beschikt.

§ 3. Indien het openbaar ministerie na de uitwisseling voorzien in § 1 gebruik maakt van de maatregel bedoeld in artikel 52/1 van het decreet, brengt de directeur van de aanwezigheidsdienst het openbaar ministerie uiterlijk op de eerstvolgende werkdag om 14 uur op de hoogte van de opportuniteit om de zaak op grond van artikel 52 van het decreet voor te leggen aan de Jeugdrechtbank.

§ 4. Indien het openbaar ministerie na de uitwisseling bedoeld in § 1 van oordeel is dat het niet nodig is een beroep te doen op de maatregelen bedoeld in de artikelen 52 en 52/1 van het decreet, zet de directeur van de aanwezigheidsdienst het beheer van de toestand voort.

§ 5. In alle gevallen bevestigt de directeur van de aanwezigheidsdienst de inhoud van de telefoonwisseling per e-mail aan het openbaar ministerie.

Art. 11. § 1. In geval van een toestand die niet bekend is bij de directeur van de aanwezigheidsdienst, is de telefonische uitwisseling tussen het openbaar ministerie en de directeur van de aanwezigheidsdienst van algemene aard, teneinde na te gaan hoe het best kan worden omgegaan met het soort toestand dat zich voordoet.

§ 2. De directeur van de aanwezigheidsdienst verzoekt het openbaar ministerie om mededeling per elektronische post van de relevante elementen waarover hij beschikt.

§ 3. Indien het openbaar ministerie naar aanleiding van de in § 1 bedoelde uitwisseling gebruik maakt van de maatregel bedoeld in artikel 52/1 van het decreet, deelt de directeur van de aanwezigheidsdienst uiterlijk op het einde van de bewaringsperiode de gegevens betreffende de tijdens de bewaringsperiode genomen maatregel mee aan de directeur bevoegd voor het dossier. De met de toestand belaste directeur stelt het openbaar ministerie uiterlijk om 14.00 uur van de eerstvolgende werkdag in kennis van de noodzaak om de zaak op grond van artikel 52 van het decreet aan de jeugdrechtbank voor te leggen.

§ 4. Indien het openbaar ministerie na de uitwisseling bedoeld in § 1 van oordeel is dat het niet nodig is een beroep te doen op de maatregelen bedoeld in de artikelen 52 en 52/1 van het decreet, beheert de directeur voor de aanwezigheidsdienst de toestand indien hij houder is van het dossier of geeft hij op de eerstvolgende werkdag de informatie door aan de directeur die houder is van de toestand en die de toestand verder beheert.

§ 5. In alle gevallen bevestigt de directeur van de aanwezigheidsdienst de inhoud van de telefoonwisseling per e-mail aan het openbaar ministerie.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2022.

Art. 13. De minister die bevoegd is voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 augustus 2022.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Sport, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/21174]

25 AOÛT 2022. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, article 6.1.3-9 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun, les articles 1 et 2 ;